Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 12 décembre 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Enquête sur les dépenses des ménages, 2004 2

En 2004, la demande grandissante de nouveaux services de communications et de dispositifs électroniques, comme les téléphones cellulaires, Internet à haute vitesse et les lecteurs de DVD, a continué d'être à la source des changements qui ont touché les dépenses des Canadiens. Les ménages ont aussi dépensé davantage au chapitre des hypothèques, de l'énergie et des soins de santé, mais moins pour les services téléphoniques conventionnels et les véhicules automobiles.

Institutions sans but lucratif et bénévolat : contribution économique, 1997 à 2001 7

L'activité économique du secteur sans but lucratif, mesurée par le produit intérieur brut, a affiché une croissance vigoureuse de la fin des années 1990 au début des années 2000, selon les données sur la contribution économique des institutions sans but lucratif et du bénévolat.

Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs, 2004 12

Indice des prix des logiciels commerciaux, octobre 2005 13

Ciment, octobre 2005 13

Produits chimiques industriels et résines synthétiques, octobre 2005 14

Nouveaux produits

15

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Communiqués

Enquête sur les dépenses des ménages

2004

En 2004, la demande grandissante de nouveaux services de communications et de dispositifs électroniques, comme les téléphones cellulaires, Internet à haute vitesse et les lecteurs de DVD, a continué d'être à la source des changements qui ont touché les dépenses des Canadiens. Les ménages ont aussi dépensé davantage au chapitre des hypothèques, de l'énergie et des soins de santé, mais moins pour les services téléphoniques conventionnels et les véhicules automobiles.

Dans l'ensemble, les ménages ont dépensé 63 640 $ en moyenne en 2004, en hausse de 3,4 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation a été supérieure au taux d'inflation de 1,9 % selon l'Indice des prix à la consommation.

On estime à 20 % la proportion du budget moyen des ménages réservée aux impôts personnels, soit à peu près la même qu'en 2003. Le logement a accaparé 19 % de ce budget, le transport, 14 % et l'alimentation, 11 %, soit dans tous les cas à peu près la même proportion que l'année précédente.

Les ménages de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont fait état de dépenses supérieures à la moyenne nationale. Ceux de l'Ontario ont déclaré les dépenses les plus élevées des dix provinces, soit 71 580 $ par ménage. La moyenne provinciale la plus faible (49 870 $) a continué d'être celle de Terre-Neuve-et-Labrador.

La popularité des nouveaux services de communication et des dispositifs numériques monte en flèche

La croissance explosive des lecteurs de DVD s'est poursuivie en 2004, près de sept ménages sur dix (68 %) ayant déclaré posséder un tel lecteur, ce qui représente une hausse marquée par rapport à la proportion de 52 % des ménages enregistrée en 2003 et de seulement 20 % en 2001, au moment où on les a inclus pour la première fois dans l'enquête.

Les ménages ont dépensé en moyenne 340 $ pour les téléphones cellulaires et les autres services sans fil, en hausse de 18 % par rapport à 2003. Presque six ménages sur dix (59 %) ont indiqué posséder au moins un téléphone cellulaire, comparativement à 54 % en 2003.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur les données de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) de 2004. Ces données ont été recueillies au moyen d'entrevues sur place effectuées de janvier à mars 2005 auprès d'un échantillon de près de 21 000 ménages privés dans l'ensemble des provinces. L'enquête a permis de recueillir de l'information détaillée sur les habitudes de consommation, les caractéristiques des logements et l'équipement ménager en 2004.

Depuis 1999, l'EDM inclut les ménages des territoires à chacune des années impaires. Pour 2004, les données ont été recueillies dans les dix provinces seulement. Les données de 2003 pour le Canada comprennent les dix provinces et les territoires.

Les dépenses moyennes d'une catégorie sont calculées pour tous les ménages, ceux qui n'ont pas fait de dépenses dans cette catégorie comme ceux qui en ont fait, à moins d'indication contraire. Les dépenses moyennes comprennent les taxes de vente.

Les comparaisons entre les dépenses des diverses années comprises dans le présent communiqué ne sont pas corrigées pour tenir compte de l'inflation. Le taux d'inflation pour certains articles est mentionné lorsqu'il influence l'analyse des modifications des dépenses d'une année à l'autre.

Pour qu'il soit possible d'analyser les données par niveau de revenu, les ménages ont été répartis en cinq groupes, ou quintiles, en fonction de leur revenu. Chacun des quintiles représente un cinquième de tous les ménages. On crée les quintiles en classant les ménages en ordre croissant de revenu total, puis en les subdivisant en cinq groupes, de manière à ce que chaque groupe contienne le même nombre de ménages. Il y a moins de membres en moyenne (1,5) dans les ménages du quintile inférieur que dans ceux du quintile supérieur (3,4).

Révision historique

Les estimations pour l'EDM de 2004 sont fondées sur de nouveaux poids calculés à partir des données du Recensement de 2001. Les données révisées pour l'EDM de 2003 sont maintenant disponibles et elles ont été utilisées dans le présent article. Les données révisées pour les années précédentes seront diffusées sous peu. Bien que l'effet des révisions soit minime, on conseille aux utilisateurs de données qui procèdent à des comparaisons historiques de s'assurer de comparer des données révisées.

La révision historique est le résultat de deux modifications. Tout d'abord, toutes les estimations rétroactives à 1997 ont été rajustées en vue d'utiliser les nouvelles estimations démographiques annuelles fondées sur les données du Recensement de 2001. En deuxième lieu, la méthode de calcul des poids d'enquête a été modifiée et uniformisée pour toutes les années à partir de 1997.

Environ 30 % des ménages ayant le revenu le plus faible avaient un téléphone cellulaire en 2004, soit le triple de la proportion de seulement 10 % cinq ans plus tôt, tandis que 85 % des ménages ayant le revenu le plus

élevé en possédaient au moins un, comparativement à 60 % cinq ans plus tôt.

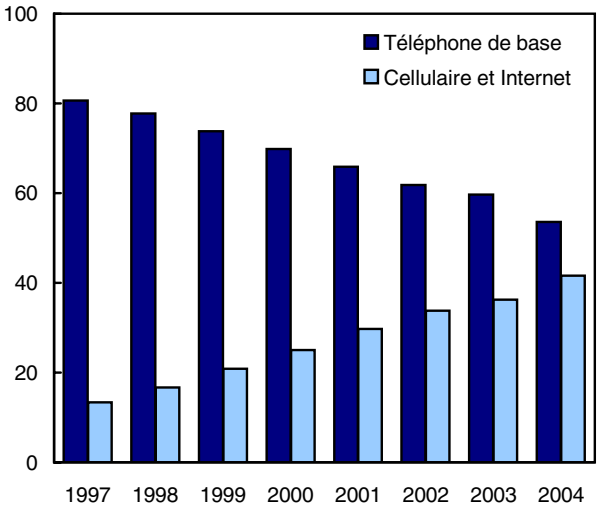
Les dépenses pour l'accès à Internet ont fait un bond de 24 % pour se situer en moyenne à 210 $, la proportion de ménages ayant déclaré un accès à haute vitesse étant passée de 35 % en 2003 à 43 %. Près de six ménages sur dix ont déclaré avoir un accès quelconque à Internet à la maison.

Parallèlement, les dépenses pour les services téléphoniques conventionnels ont diminué de 6 % pour se situer à 700 $. Les services téléphoniques conventionnels ont représenté un peu plus de la moitié de toutes les dépenses des ménages au chapitre des communications, en baisse par rapport à la proportion de 80 % enregistrée en 1997.

Plus de 330 000 ménages ont indiqué utiliser uniquement le téléphone cellulaire et n'avaient aucun service téléphonique conventionnel.

Part des dépenses des ménages pour les services de communication

En pourcentage



Outre le fait qu'ils ont dépensé davantage pour les téléphones cellulaires et les DVD, les Canadiens ont continué d'acheter des appareils photo numériques. Les dépenses totales au chapitre des appareils photo ont augmenté de 60 % par rapport à 2003 pour se situer en moyenne à 120 $ par ménage, plus des deux tiers ayant été dépensés pour les appareils photo numériques. Les dépenses au chapitre des pellicules et du traitement ont diminué de 38 % par rapport à l'année précédente, s'étant situées à environ 70 $ par ménage.

Près de sept ménages sur dix ont dit posséder un ordinateur. Plus de 94 % des ménages ayant le revenu le plus élevé avaient un ordinateur en 2004, comparativement à 39 % de ceux ayant le revenu le plus faible. Une proportion record de 25 % des ménages a déclaré avoir acheté du nouveau matériel informatique, un chiffre qui a régulièrement augmenté chaque année depuis le début de l'enquête.

Les dépenses moyennes en matériel informatique ont affiché une hausse de 11 % en 2004 pour se situer à 260 $. Toutefois, ce total est inférieur au sommet de 290 $ atteint en 2000. Cette baisse est surtout attribuable à une diminution constante des prix des ordinateurs, qui ont chuté de 17 % par rapport à 2003, selon l'Indice des prix à la consommation.

Les ménages déclarent des frais de carburant plus élevés et moins d'achats de véhicules

Les dépenses des ménages pour le transport en 2004 se sont situées en moyenne à 8 630 $, en hausse de 3 % par rapport à 2003.

Les dépenses au chapitre de l'essence et d'autres carburants ont augmenté de 11 % pour se chiffrer à 1 890 $, ce qui rend compte de la hausse de 10,5 % du prix de l'essence, selon l'Indice des prix à la consommation de 2004.

Cette augmentation et celle de 6 % des primes d'assurances privées et publiques qui ont atteint 1 230 $ ont été contrebalancées en partie par une diminution de 5 % des dépenses au chapitre de l'achat de véhicules automobiles (y compris les fourgonnettes et les véhicules utilitaires sport).

Cette deuxième baisse consécutive correspond aux chiffres sur les ventes au détail de l'Enquête sur les marchandises vendues au détail de Statistique Canada. L'Enquête sur les dépenses des ménages inclut les dépenses effectuées pour les véhicules d'occasion comme pour les véhicules neufs.

Les dépenses moyennes pour le transport public, qui incluent le prix de billets d'avion ainsi que le transport en commun urbain et interurbain, ont augmenté de 13 % pour atteindre 810 $ par ménage.

Les paiements hypothécaires entraînent les dépenses pour le logement à la hausse

Les dépenses effectuées pour le logement ont augmenté de 5 % en moyenne, étant passées à 12 200 $ en 2004. Cela est principalement dû aux augmentations des dépenses au chapitre des paiements hypothécaires (+7 %), des impôts fonciers (+5 %) et des coûts du combustible (+4 %).

La hausse des dépenses au chapitre des paiements hypothécaires est le résultat du plus grand nombre de ménages détenant une hypothèque et des versements hypothécaires moyens plus élevés par ménage. Le coût des hypothèques n'a pas affiché de hausse significative en 2004 selon l'Indice des prix à la consommation.

Les dépenses moyennes de tous les ménages pour le gaz naturel et le mazout ont crû de 4 %, ayant atteint 760 $, tandis que les dépenses en électricité sont demeurées à peu près inchangées, s'étant établies à 1 060 $.

Seulement 10 % des ménages ont déclaré utiliser le mazout comme principal combustible de chauffage, soit le niveau le plus faible jamais déclaré depuis le début de l'enquête en 1947. Cette baisse s'est produite principalement en Ontario et au Québec.

Plus de 27 % des ménages ont déclaré avoir un système central de climatisation en 2004, comparativement à 25 % en 2003; sept de ces ménages sur dix étaient en Ontario. Les dépenses au chapitre des climatiseurs d'appartement ont enregistré une baisse de 26 %.

Les dépenses au chapitre des soins de santé et de l'éducation enregistrent des gains

Les ménages ont dit avoir dépensé en moyenne 1 690 $ pour les soins de santé, en hausse de 6 % par rapport à 2003. Cette augmentation a été principalement attribuable à une hausse de 17 % des dépenses personnelles en articles et en services pour les soins des yeux, comme les chirurgies et les examens, et à une augmentation de 10 % des primes d'assurance-santé publiques.

Les ménages de l'Alberta ont signalé les dépenses moyennes les plus élevées au pays pour les soins de santé (2 150 $), suivis par ceux de la Colombie-Britannique (2 080 $).

Les dépenses moyennes en éducation ont augmenté de 6 % en 2004 pour se situer à environ 1 080 $. Cette hausse était attribuable en grande partie à une augmentation de 9 % des dépenses en frais de scolarité postsecondaire, du fait d'une élévation des taux d'inscription dans tout le pays et des frais de scolarité plus élevés en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique.

Loisirs : les nouveautés électroniques influent sur les dépenses

La location de vidéos et de DVD a diminué de 11 % pour se situer à 90 $ en moyenne par ménage, tandis que les achats de supports vierges d'enregistrement (CD, DVD et bandes) ont affiché une hausse de 75 % pour se situer à 20 $ par ménage. Quatre ménages sur dix possédaient un graveur de CD, et 16 %, un graveur de DVD.

Les trois principales dépenses annuelles des ménages pour les services récréatifs sont la location de services de câble et de satellite (460 $), les voyages organisés (430 $) et les droits d'adhésion et les frais d'utilisation d'installations récréatives et sportives (310 $).

Environ 66 % des ménages ont dit être abonnés à la télévision par câble, une proportion en faible baisse par rapport à celles de 67 % en 2002 et de 68 % en 2001. Au total, 22 % des ménages ont déclaré posséder un récepteur satellite pour la télévision, soit environ la même proportion que les années précédentes.

En 2004, les ménages ont dépensé davantage pour les spectacles sur scène (+5 % pour se situer à 90 $) et moins pour les événements sportifs (-5 % pour s'établir à 40 $). Ces deux catégories de dépenses sont bien inférieures aux dépenses moyennes des ménages de 110 $ pour le cinéma.

Les trois quarts de tous les ménages, c'est-à-dire une proportion semblable à celle des années antérieures, ont signalé certaines dépenses pour les jeux de hasard en 2004. Les dépenses nettes pour les jeux de hasard ont diminué de 2 % pour se situer à 260 $ en moyenne par ménage.

L'alimentation, le logement et l'habillement représentent plus de la moitié des dépenses engagées par les ménages ayant le revenu le plus faible

Pour les besoins de cette analyse, les ménages ont été divisés en cinq groupes, en fonction de leur revenu, chaque groupe représentant 20 %, ou un cinquième, de l'ensemble des ménages.

Le cinquième des ménages canadiens ayant le revenu le plus faible a dépensé 21 300 $ environ en 2004. Près de 51 % de cette somme est allée à l'alimentation, au logement et à l'habillement. Les impôts personnels sur le revenu ont grugé 3,5 % de leur budget.

Par contre, le groupe des ménages ayant le revenu le plus élevé a dépensé en moyenne 129 400 $ en 2004. Ces ménages ont consacré 28 % environ de leur budget à l'alimentation, au logement et à l'habillement, tandis qu'une autre proportion de 28 % est allée aux impôts personnels sur le revenu.

Pour les deux groupes, les proportions ont été semblables à celles de 2003.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 203-0001 à 203-0020.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3508.

Deux tableaux présentant des données sommaires sur les dépenses des ménages peuvent être consultés

gratuitement en ligne dans la section *Le Canada en statistiques* de notre site Web. L'un porte sur le *Canada et les provinces* et l'autre, sur *certaines régions métropolitaines.* Il est possible d'en consulter un troisième, qui présente des données sur les *caractéristiques des logements et de l'équipement ménager*.

La publication *Enquête sur les dépenses des ménages, 2004 : guide de l'utilisateur* (62F0026MIF2005007, gratuite), qui fournit des renseignements sur les méthodes, les concepts et la qualité des données de l'enquête, est accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Finances personnelles et finances des ménages*.

On peut se procurer 10 tableaux détaillés au coût de 134 $ chacun. Les tableaux incluent maintenant les médianes. Parmi ces dix tableaux, cinq présentent des données détaillées sur les dépenses des ménages : *Canada, provinces, territoires et certaines régions métropolitaines* (62F0031XDB); *Quintile de revenu du ménage, Canada et provinces* (62F0032XDB); *Mode d'occupation du logement, Canada* (62F0033XDB); *Type de ménage, Canada* (62F0034XDB); *Taille de la région de résidence, Canada* (62F0035XDB).

Les cinq tableaux qui restent présentent des données sur les caractéristiques des logements et l'équipement ménager : *Canada, provinces, territoires et certaines régions métropolitaines* (62F0041XDB); *Quintile du revenu, Canada* (62F0042XDB); *Mode d'occupation du logement, Canada* (62F0043XDB); *Type de ménage, Canada* (62F0044XDB); *Taille de la région de résidence, Canada* (62F0045XDB).

Il est également possible de se procurer des totalisations personnalisées.

Pour plus de renseignements sur l'Enquête sur les dépenses des ménages, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, ou encore pour acheter des produits, communiquez avec le Service aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (*revenu@statcan.ca*), Division de la statistique du revenu.

□

Dépenses moyennes par ménage
2004

	Canada	T.-N.-L.	Î.-P.-É	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
						en dollars					
Dépenses totales	**63 640**	**49 870**	**50 850**	**54 560**	**51 530**	**54 490**	**71 580**	**56 320**	**53 310**	**71 260**	**64 270**
Impôts personnels	12 900	8 700	8 070	10 680	9 410	11 630	14 590	10 940	9 560	15 140	12 100
Logement	12 200	8 260	9 220	9 600	8 800	9 420	14 680	9 580	9 490	13 250	12 990
Transport	8 630	7 330	7 760	7 670	7 750	7 160	9 850	7 730	7 460	9 270	8 640
Alimentation	6 910	6 180	6 070	6 190	6 060	6 870	7 110	6 410	5 670	7 130	7 120
Loisirs	3 680	3 250	3 120	3 210	3 070	3 110	3 880	3 390	3 500	4 650	3 900
Paiements d'assurance individuelle et cotisations de retraite	3 650	2 970	3 140	3 180	3 330	3 370	3 950	3 690	3 420	3 930	3 440
Entretien ménager	2 920	2 690	2 690	2 980	2 730	2 390	3 260	2 770	2 750	3 300	2 850
Vêtements	2 510	2 300	2 020	2 040	1 980	2 190	2 830	2 260	2 130	2 840	2 370
Ameublement et équipement ménagers	1 870	1 610	1 540	1 570	1 610	1 410	2 300	1 580	1 740	2 080	1 660
Soins de santé	1 690	1 450	1 760	1 590	1 610	1 710	1 470	1 470	1 590	2 150	2 080
Dons en argent et contributions	1 650	1 190	1 180	1 350	1 170	910	2 000	2 010	1 730	2 010	1 980
Produits de tabac et boissons alcoolisées	1 500	1 380	1 320	1 480	1 270	1 470	1 540	1 520	1 280	1 660	1 430
Éducation	1 080	720	810	910	800	630	1 380	720	840	1 130	1 340
Dépenses diverses	1 020	630	860	770	680	810	1 200	870	860	1 190	1 070
Soins personnels	900	740	750	760	760	900	960	770	780	940	820
Matériel de lecture et autres imprimés	280	180	260	280	250	250	310	270	250	320	280
Jeux de hasard (net)	260	270	280	290	250	260	280	350	260	270	210

Part du budget pour les principales catégories de dépenses selon le quintile de revenu
2004

	Quintile inférieur	Deuxième quintile	Troisième quintile	Quatrième quintile	Quintile supérieur
Dépenses moyennes par ménage (en dollars)	21 280	36 930	54 040	76 560	129 370
Part du budget pour les principales catégories de dépenses (en %) :					
Alimentation	16,7	14,5	12,3	10,8	8,3
Logement	30,6	22,9	21,2	18,9	15,6
Vêtements	3,5	4,0	3,9	4,0	4,0
Transport	11,2	14,3	14,0	14,4	13,0
Impôts personnels	3,5	10,4	15,6	19,6	28,2

■

Institutions sans but lucratif et bénévolat : contribution économique

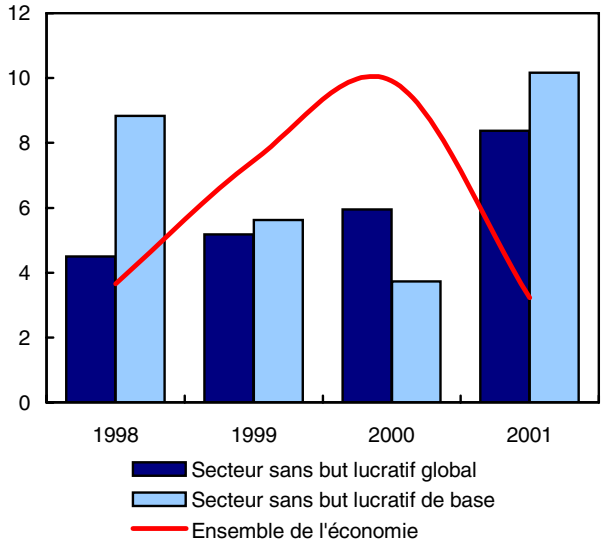
1997 à 2001

L'activité économique du secteur sans but lucratif, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), a affiché une croissance vigoureuse de la fin des années 1990 au début des années 2000, selon les données sur la contribution économique des institutions sans but lucratif et du bénévolat.

De 1997 à 2001, le PIB du secteur sans but lucratif de base a augmenté au taux annuel moyen de 7,1 %, soit une croissance légèrement plus rapide que celle de l'ensemble de l'économie, dont le taux moyen était de 6,1 %. Parallèlement, l'activité économique générée par les hôpitaux, les universités et les collèges a augmenté plus lentement, soit au taux de 5,4 %.

Croissance du produit intérieur brut

Variation annuelle en %, prix courants



Le secteur sans but lucratif global comprend les hôpitaux, les universités et les collèges, ainsi qu'une variété d'autres organismes généralement plus petits. Les hôpitaux, les universités et les collèges représentent la part du lion de l'activité économique du secteur sans but lucratif. Les activités des groupes d'organismes habituellement plus petits, qui forment ce que l'on appelle le «secteur sans but lucratif de base», couvrent divers domaines et jouent un rôle de plus en plus important dans la société.

En 2001, l'activité économique du secteur sans but lucratif global s'est accrue de 8,4 %, soit plus de deux fois la croissance de 3,2 % de l'économie dans son ensemble. Grâce à la forte croissance du secteur sans but lucratif de base (+10,2 %), la croissance globale du secteur a augmenté d'un bon point de pourcentage.

Estimé à 25,4 milliards de dollars en 2001, le PIB du secteur sans but lucratif de base représentait 2,5 % de l'ensemble de l'économie. Lorsqu'on inclut les hôpitaux, les universités et les collèges, cette part augmente pour atteindre 6,8 %.

Note aux lecteurs

Statistique Canada est l'un des premiers organismes statistiques au monde à avoir défini un nouveau secteur pour les organismes sans but lucratif grâce à la création du Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat. Fournissant des estimations de la contribution économique du secteur sans but lucratif au Canada, le compte satellite fait partie du Système de comptabilité nationale. D'abord financé par l'Initiative du secteur bénévole, il est désormais un programme annuel permanent de Statistique Canada.

Dans cette deuxième édition du compte satellite, deux années de référence, 2000 et 2001, sont ajoutées aux comptes types de la production, des revenus et des dépenses du secteur sans but lucratif, et les estimations existantes ont été révisées en remontant jusqu'à 1997. Le volet non marchand, qui vise à attribuer une valeur économique au bénévolat, est présenté pour 1997 et 2000.

Des estimations distinctes (pour les comptes économiques types et le volet non marchand) sont disponibles pour le secteur sans but lucratif global, qui comprend les hôpitaux, les universités et les collèges et pour le secteur sans but lucratif de base dont sont exclus ces groupes. Dans la mesure du possible, l'analyse est présentée pour le secteur sans but lucratif dans son ensemble ainsi que pour le secteur de base. Le produit intérieur brut (PIB), le revenu total et le volet non marchand sont ventilés selon le domaine d'activité principal, conformément à la Classification internationale des organisations sans but lucratif.

L'analyse présentée porte sur la période allant de 1997 à 2001, en mettant l'accent sur 2001. Les comptes économiques types et la valeur du travail bénévole sont combinés pour créer des «mesures élargies» qui sont présentées pour les deux années communes, c'est-à-dire 1997 et 2000. Les estimations sont présentées en valeur nominale.

Le bénévolat représente une part importante de l'activité du secteur sans but lucratif, particulièrement dans le segment de base

Comme le secteur sans but lucratif dépend en grande partie de bénévoles pour entreprendre ses activités, la mesure type du PIB a été élargie afin d'y inclure une valeur au coût de remplacement du travail bénévole (c'est-à-dire la dépense qu'il faudrait engager pour remplacer les services bénévoles par des services achetés sur le marché du travail rémunéré). Les mesures étendues de la contribution économique du secteur ont été estimées pour 1997 et 2000. En 2000, l'ajout de la valeur du travail bénévole au PIB fait

augmenter la part de l'activité économique imputable au secteur sans but lucratif global de 6,4 % à 7,8 %.

En 2000, l'apport des services bénévoles a été de 14 milliards de dollars, soit près de 18 % de la valeur élargie totale du PIB du secteur sans but lucratif. De 1997 à 2000, cette valeur élargie totale a augmenté au taux plus faible de 12,9 % comparé à celui de 16,4 % observé pour le PIB type, en raison d'un léger fléchissement de la valeur globale du travail bénévole.

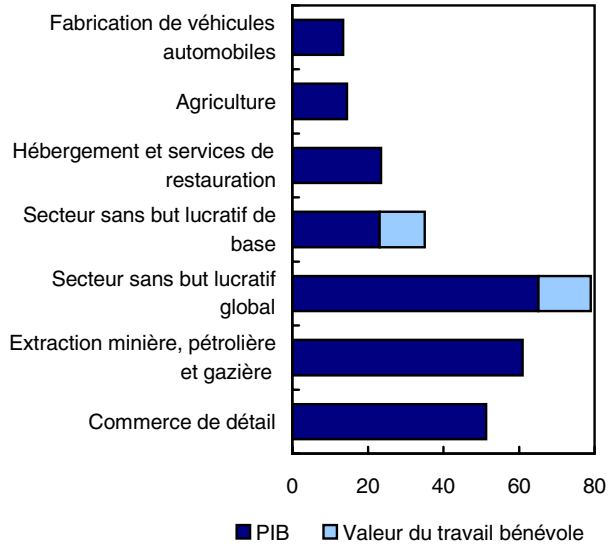
Il convient de noter qu'en 2000, les organismes sans but lucratif de base ont mobilisé plus de 86 % de l'effort bénévole global (12,1 milliards de dollars). La contribution économique du secteur sans but lucratif de base augmente, pour passer de 2,3 % à 3,5 %, lorsque l'on tient compte de cette valeur. La valeur au coût de remplacement du travail bénévole représente environ le tiers (34,3 %) de cette activité économique.

La taille des secteurs sans but lucratif de base et global du Canada est supérieure à celle de certaines industries importantes

Bien que le secteur sans but lucratif ne constitue pas une industrie particulière, son PIB peut être comparé à celui des industries conventionnelles à titre de référence.

Produit intérieur brut du secteur sans but lucratif et de certaines industries, 2000

En milliards de dollars



En 2000, la mesure élargie du PIB du secteur sans but lucratif global était supérieure à celle des secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz et de celle de l'ensemble du secteur du commerce de détail. Le PIB du secteur sans but lucratif excédait celui de ces industries, que l'on tienne compte ou non de la contribution des bénévoles (valeur au coût de remplacement du travail bénévole) dans son évaluation.

La valeur élargie du PIB du secteur sans but lucratif de base était plus importante en 2000 que celle des industries de la fabrication de véhicules automobiles, de l'agriculture, et de l'hébergement et de la restauration.

Le secteur sans but lucratif de base a pris de l'élan de 1997 à 2001

En 2001, les hôpitaux (y compris les établissements de soins pour bénéficiaires internes), les universités et les collèges se sont taillés la part du lion de l'activité économique du secteur sans but lucratif, la valeur combinée de leur PIB ayant atteint 45,0 milliards de dollars, soit plus de 63 % du total. Les hôpitaux ont généré 30,3 milliards de dollars, soit une valeur ajoutée deux fois plus importante que celle des universités et des collèges égale à 14,8 milliards de dollars. Ces organismes, dont la plupart sont de grande taille, appartiennent généralement au domaine de la santé et de l'éducation. Par conséquent, ces domaines d'activité dominent le secteur sans but lucratif global en ce qui concerne le PIB.

Cependant, le secteur sans but lucratif de base, dont la croissance moyenne du PIB a été de 7,1 % de 1997 à 2001, est le segment dont la croissance a été la plus rapide. Par conséquent, la part du PIB totale du secteur sans but lucratif imputable aux hôpitaux (y compris les établissements de soins pour bénéficiaires internes) et aux universités et collèges a diminué progressivement, pour passer de 65,3 % en 1997 à 63,8 % en 2001.

Le domaine des services sociaux prend de l'importance et celui de la santé en perd dans le secteur diversifié des organismes sans but lucratif de base

Le secteur sans but lucratif de base, dont la contribution économique était de 25,5 milliards de dollars (36,2 % du PIB du secteur sans but lucratif global) en 2001, est formé typiquement de petits organismes dont les activités appartiennent à une gamme variée de domaines et qui jouent un rôle de plus en plus important dans la société canadienne.

Dans l'ensemble, la composition du secteur sans but lucratif de base selon le domaine d'activité est demeurée stable de 1997 à 2001. Pendant cette période de cinq ans, le groupe des services sociaux a été systématiquement en tête, sa valeur ajoutée ayant

représenté 23,5 % du PIB en 2001. Le classement des autres domaines d'activité était le suivant : culture et loisirs (15,1 %), développement et logement (12,9 %), associations d'affaires et professionnelles et syndicats (11,6 %), religion (11,4 %) et santé (7,6 %). Ensemble, ces six domaines d'activité représentaient plus de 82 % du PIB généré par le secteur de base.

Affichant un taux de croissance moyen de près de 10 %, le groupe des services sociaux a non seulement été en tête du peloton en ce qui concerne la valeur du PIB, mais a également été celui qui, après le groupe de l'éducation et de la recherche, a enregistré la croissance la plus rapide de 1997 à 2001. Les organismes de services sociaux fournissent une multitude de services, comme des services de garderie, de l'hébergement et des services à l'intention des jeunes, des personnes âgées ou des personnes handicapées. La croissance de la part du PIB du secteur sans but lucratif de base imputable aux organismes de services sociaux (qui est passée de 21,2 % à 23,5 %) a été annulée en grande partie par un recul de la part du groupe des services de santé (non hospitaliers) qui est passée de 10,2 % à 7,6 %.

La croissance des revenus du segment de base est la plus importante

Le total des revenus des organismes généralement plus petits qui constituent le secteur sans but lucratif de base a augmenté au taux moyen de 7,5 % de 1997 à 2001, soit un taux de croissance supérieur à celui du revenu du secteur sans but lucratif global (+6,6 %).

Les ventes de biens et de services sont la source principale des revenus du secteur sans but lucratif de base, qui tire aussi une part importante de ses revenus des cotisations qui lui sont versées ainsi que des dons faits par les ménages. Au cours de la période à l'étude, la part fédérale des transferts des administrations publiques au secteur sans but lucratif de base a augmenté, tandis que la part provinciale a diminué. La culture et les loisirs, les associations d'affaires et professionnelles, les services sociaux et la religion sont des domaines dont la croissance des revenus a représenté plus de deux tiers de la croissance cumulative du secteur sans but lucratif de base de 1997 à 2001.

En 2001, les revenus des organismes sans but lucratif de base ont augmenté de 4,8 %, tandis que ceux des hôpitaux, des universités et des collèges se sont accrus de 4,5 %. En ce qui concerne la croissance du revenu en 2001, le groupe de l'environnement est venu en tête (+25,4 %), suivi du groupe des associations d'affaires et professionnelles (+21,2 %). Les organismes du domaine de l'éducation et de la recherche ont également vu augmenter fortement leurs revenus (+18,5 %), de même ceux du groupe des services sociaux (+13,5 %).

Les hôpitaux, les universités et les collèges reçoivent une plus grande part des dons

La répartition des sources de revenus est demeurée notamment stable au cours de la période allant de 1997 à 2001. Cependant, les hôpitaux, les universités et les collèges ont reçu une portion croissante de leurs revenus sous forme de dons des ménages et des entreprises, leur part du total des dons étant passée de 13,4 % en 1997 à 16,2 % en 2001.

La rémunération des employés est la principale dépense du secteur sans but lucratif

En 2001, les dépenses du secteur sans but lucratif ont augmenté de 8,9 % pour atteindre 109,6 milliards de dollars. Jusqu'à 98 % de ces dépenses correspond à des dépenses d'exploitation engagées pour produire des biens et des services. La part restante représente des transferts à d'autres secteurs de l'économie.

Deux catégories de dépenses constituaient près de 95 % de l'ensemble des dépenses d'exploitation en 2001. La rémunération du travail, qui était la plus importante, représentait 56,8 % du total. La consommation intermédiaire, c'est-à-dire les dépenses courantes en biens et en services utilisés dans le processus de production en représentaient 37 %. La répartition des dépenses est demeurée relativement stable de 1997 à 2001.

Les organismes sans but lucratif de base comptent davantage sur le travail bénévole

En 2000, les organismes sans but lucratif ont consacré 56,4 milliards de dollars à la rémunération des employés et ont reçu l'équivalent d'une estimation de 14,0 milliards de dollars en travail bénévole, soit près du cinquième de la valeur totale des ressources de main-d'oeuvre employées. Le secteur sans but lucratif de base a mobilisé plus de 86 % de la valeur totale du travail bénévole en 2000, constatation qui témoigne de la grande importance de cette ressource pour les organismes de plus petite taille. Par conséquent, il n'est pas étonnant que la part de la valeur totale des services de main-d'oeuvre correspondant au travail bénévole (40 %) soit deux fois plus importante pour ce groupe que pour le secteur sans but lucratif dans son ensemble.

La valeur globale des ressources de main-d'oeuvre utilisées par ces organismes généralement plus petits représentait 5,5 % de la masse salariale de l'économie canadienne en 2000, comparativement à 12,9 % pour le secteur sans but lucratif dans son ensemble.

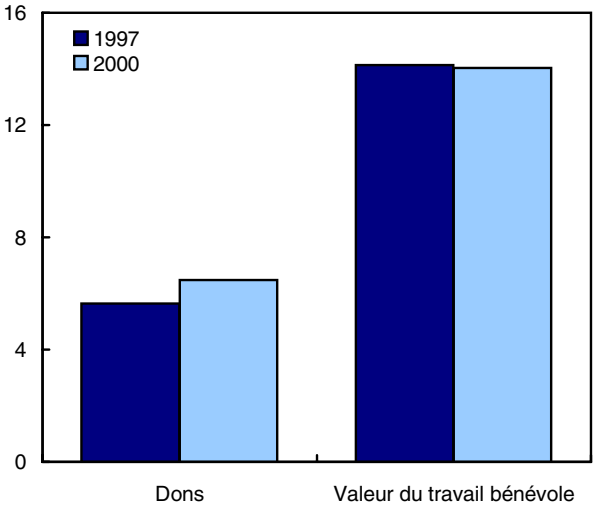
Les dons des ménages ne souffrent pas la comparaison avec la valeur des services bénévoles

Malgré une légère baisse de sa valeur de 1997 à 2000, le bénévolat a continué de représenter une source nettement plus importante du secteur sans but lucratif que les dons en espèces et en nature des ménages. En 2000, les ménages ont fait don de 6,5 milliards de dollars aux organismes sans but lucratif, soit moins de la moitié de la valeur estimée du travail bénévole cette année-là.

Si l'on combine la valeur du travail bénévole à celle des dons des ménages, la part des revenus du secteur sans but lucratif global imputable aux transferts des ménages triple, pour passer de 5,3 % à près de 17 % du total. Pour le secteur sans but lucratif de base, en ajoutant la valeur du travail bénévole, on augmente la part des transferts des ménages qui passe de 10 % à près de 30 % du total.

Dons des ménages et valeur du travail bénévole : secteur sans but lucratif global

En milliards de dollars



Le groupe de la culture et des loisirs attire le plus de bénévoles, et ceux de la santé et de l'éducation, le moins

Comme en 1997, quatre domaines d'activité représentaient la part la plus importante de la valeur du travail bénévole en 2000. Le groupe de la culture et des loisirs était en tête (travail bénévole valant 3,6 milliards de dollars), suivi par les groupes des services sociaux (2,9 milliards de dollars), de la religion (2,3 milliards de dollars) et de l'éducation et de la recherche (1,5 milliard de dollars). Ensemble, en 2000, ces quatre groupes représentaient près des trois quarts de la valeur totale du travail bénévole, mais moins de 40 % de celle de la rémunération du travail.

Le domaine de la santé, qui est essentiellement dominé par les hôpitaux, en ce qui concerne tant le PIB que les revenus, compte nettement plus sur le travail rémunéré que sur les services bénévoles. Ce groupe avait une longueur d'avance sur tous les autres en ce qui concerne la rémunération du travail. Venait ensuite le groupe de l'éducation et de la recherche.

Bien que ces deux domaines d'activité représentent la majeure partie (71,7 %) des services de main-d'oeuvre rémunérés dans le secteur sans but lucratif, ils n'ont bénéficié que d'environ le cinquième de la valeur du travail bénévole. La prépondérance des services de main-d'oeuvre rémunérés dans les secteurs de la santé et de l'éducation reflète le recours à des travailleurs spécialisés.

La valeur du travail bénévole a baissé de 1997 à 2001

De 1997 à 2000, la valeur du travail bénévole a diminué légèrement pour passer d'environ 14,1 milliards de dollars à environ 14,0 milliards de dollars. Cette baisse a été causée par une diminution du nombre d'heures de bénévolat au cours de la période.

Les intermédiaires de bienfaisance et les organismes dédiés à l'éducation et à la recherche sont ceux qui ont accusé les reculs les plus importants de la valeur du travail bénévole, soit 20 % et 17 %, respectivement. Les quelques domaines où cette valeur a augmenté, comme les groupes de l'environnement, des associations d'affaires et professionnelles, des organismes internationaux et du droit, de la défense des intérêts et de la politique, possèdent tous un petit effectif de bénévoles.

En 2000, la valeur du travail bénévole représentait 1,4 % du PIB du Canada, en baisse par rapport à 1,7 % en 1997.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 388-0001 à 388-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1901.

Le rapport complet *Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat*, 1997 à 2001 (13-015-XIF, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet* choisissez *Gratuites*, puis *Comptes nationaux*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640 (*iead-info-dcrd@statcan.ca*), Division des comptes des revenus et dépenses. ■

Enquête annuelle sur l'hébergement des voyageurs

2004

En 2004, le secteur du tourisme a progressé à un rythme plus rapide que l'économie en général. Après deux années de recul pour le secteur du tourisme, les dépenses ont augmenté de 4,8 % en 2004. Les dépenses des touristes liées au transport aérien ont fait un bond de 10,3 % en 2004, alors que les dépenses liées à l'hébergement ont augmenté de 4,7 %.

Dans l'ensemble, le secteur de l'hébergement des voyageurs a enregistré une augmentation des recettes et des bénéfices d'exploitation par rapport à l'année précédente. En 2004, ce secteur, comptant près de 15 000 établissements, a généré des recettes d'exploitation de 13,1 milliards de dollars. En dollars courants, il s'agit d'une hausse de 6,1% par rapport à 2003. Les bénéfices d'exploitation ont progressé de 14,7 %, soit une augmentation par rapport à 10,7 % en 2003.

Le taux d'occupation des hôtels a crû en 2004 pour atteindre 63 %. Il s'agit d'un bond remarquable par rapport au taux de 59 % en 2003, qui a été l'une des pires années pour le secteur des hôtels. La demande pour les hôtels avait suivi une tendance à la baisse depuis le début du nouveau millénaire jusqu'à ce qu'elle atteigne son plus bas niveau en 2003.

Les hôtels, sans égard à leur emplacement, ont enregistré une augmentation de leur taux d'occupation en 2004. Les hôtels près d'un aéroport ont enregistré les plus grands gains en ce qui concerne la demande pour des chambres puisque leur taux d'occupation a bondi pour se situer à 67 % en 2004, en hausse par rapport au taux de 61 % de l'année précédente. Cela peut être partiellement expliqué par une reprise générale du trafic à grande distance ainsi que par une forte demande pour le transport aérien et pour l'hébergement. En fait, le nombre de voyageurs internationaux (excluant ceux des États-Unis) entrant au Canada s'est accru pour la première fois depuis 2000.

D'un point de vue régional, les hôtels et les motels au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Ouest ont enregistré une progression de leurs recettes d'exploitation en 2004, en comparaison avec 2003. La Colombie-Britannique (+12,7 %) et l'Alberta (+7,7 %) ont affiché les augmentations les plus élevées en ce qui concerne les recettes d'exploitation. Ces provinces ont aussi enregistré une hausse du nombre de voyages faits par les résidents canadiens par rapport à 2003. De même, le nombre de voyageurs internationaux entrant à Montréal, à Toronto, à Niagara Falls, en Alberta et à Vancouver a affiché une augmentation significative en 2004 par rapport à 2003. Enfin, la plupart des provinces ont réalisé des bénéfices dont les pourcentages ont atteint plus de 10 %. C'est l'Alberta qui a dominé avec un bénéfice d'exploitation de 19,1 %.

Il est maintenant possible d'obtenir les données de 2004 pour le secteur de l'hébergement des voyageurs (catégorie 721 du SCIAN, qui comprend les hôtels et les hôtels-motels, les motels et les autres industries de l'hébergement). Ces données fournissent des renseignements sur les recettes, les dépenses, les salaires et les traitements, ainsi que sur la marge bénéficiaire du secteur.

Données stockées dans CANSIM : tableau 351-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2418.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Veronica Utovac au (613) 951-0813 (*veronica.utovac@statcan.ca*), Division des industries de service. □

Certaines statistiques financières[1] sur l'hébergement des voyageurs

	Année	Nombre d'établissements	Recettes d'exploitation (en millions de dollars)	Dépenses d'exploitation (en millions de dollars)	Salaires, traitements et avantages sociaux (en millions de dollars)	Marge bénéficiaire d'exploitation (en %)
Canada	**2003**	**16 355**	**12 325**	**11 002**	**3 930**	**10,7**
	2004	**14 915**	**13 075**	**11 150**	**4 142**	**14,7**
Terre-Neuve-et-Labrador	2003	470	163	140	55	14,0
	2004	410	162	136	61	15,7
Île-du-Prince-Édouard	2003	223	79	68	24	13,8
	2004	206	81	72	26	11,8
Nouvelle-Écosse	2003	625	323	281	103	12,9
	2004	548	322	275	103	14,7
Nouveau-Brunswick	2003	544	232	203	70	12,7
	2004	475	218	182	70	16,4
Québec	2003	3 079	2 178	1 960	748	10,0
	2004	2 940	2 334	2 016	777	13,6
Ontario	2003	4 498	3 838	3 459	1 244	9,9
	2004	4 194	3 952	3 409	1 257	13,7
Manitoba	2003	696	593	556	140	6,2
	2004	603	629	555	147	11,7
Saskatchewan	2003	936	480	427	130	11,0
	2004	804	478	411	130	14,0
Alberta	2003	1 566	2 019	1 748	630	13,4
	2004	1 565	2 175	1 761	680	19,1
Colombie-Britannique	2003	3 404	2 260	2 013	744	10,9
	2004	2 928	2 567	2 196	845	14,5
Yukon	2003	173	71	66	19	7,9
	2004	126	72	65	25	9,1
Territoire du Nord-Ouest	2003	97	59	55	16	6,9
	2004	81	53	45	16	15,9
Nunavut	2003	43	29	27	7	9,6
	2004	37	33	28	8	13,2

1. Les estimations pour l'année la plus récente sont provisoires et sont sujettes à être révisées. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre (s'il y a lieu).

■

Indice des prix des logiciels commerciaux

Octobre 2005

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés généralement achetés par les entreprises et les gouvernements. L'IPLC (2001=100) pour octobre était de 72,2, en baisse de 4,1 % comparativement à septembre.

Cet indice n'est offert qu'à l'échelle du Canada.

Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.

Pour plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (*infounit@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Fred Barzyk au (613) 951-2493 (*fred.barzyk@statcan.ca*), Division des prix. ■

Ciment

Octobre 2005

Il est maintenant possible de consulter les données sur le ciment pour le mois d'octobre.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 303-0060 et 303-0061.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2140.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Produits chimiques industriels et résines synthétiques

Octobre 2005

Il est maintenant possible d'obtenir les données d'octobre sur les produits chimiques industriels et les résines synthétiques.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0014.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2183.

Le numéro d'octobre de la publication *Produits chimiques industriels et résines synthétiques*, vol. 48, nº 10 (46-002-XIF, 6 $ / 51 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat
Numéro au catalogue : 13-015-XIF
(gratuit).

Produits chimiques industriels et résines synthétiques, octobre 2005, vol. 48, nº 10
Numéro au catalogue : 46-002-XIF (6 $/51 $).

Série de documents de recherche sur les dépenses des ménages : Enquête sur les dépenses des ménages, 2004 - Guide de l'utilisateur, 2004, nº 7
Numéro au catalogue : 62F0026MIF2005007
(gratuit).

Détail des dépenses moyennes des ménages pour le Canada, les provinces et les territoires, et certaines régions métropolitaines, 2004
Numéro au catalogue : 62F0031XDB (134 $).

Détail des dépenses moyennes des ménages selon le quintile de revenu du ménage pour le Canada et les provinces, 2004
Numéro au catalogue : 62F0032XDB (134 $).

Détail des dépenses moyennes des ménages selon le mode d'occupation du logement pour le Canada, 2004
Numéro au catalogue : 62F0033XDB (134 $).

Détail des dépenses moyennes des ménages selon le type de ménage pour le Canada, 2004
Numéro au catalogue : 62F0034XDB (134 $).

Détail des dépenses moyennes des ménages selon la taille de la région de résidence pour le Canada, 2004
Numéro au catalogue : 62F0035XDB (134 $).

Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager pour le Canada, les provinces et les territoires, et certaines régions métropolitaines, 2004
Numéro au catalogue : 62F0041XDB (134 $).

Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le quintile de revenu pour le Canada, 2004
Numéro au catalogue : 62F0042XDB (134 $).

Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le mode d'occupation du logement pour le Canada, 2004
Numéro au catalogue : 62F0043XDB (134 $).

Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le genre de ménage pour le Canada, 2004
Numéro au catalogue : 62F0044XDB (134 $).

Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon la taille de la région de résidence pour le Canada, 2004
Numéro au catalogue : 62F0045XDB (134 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

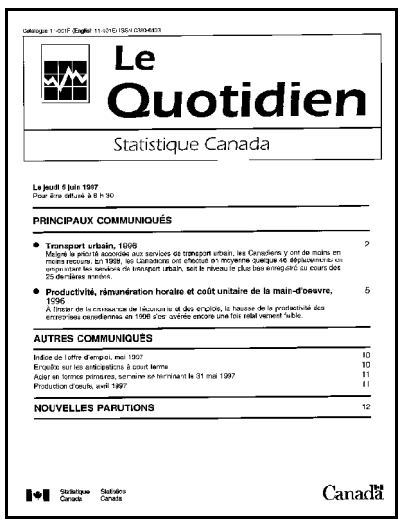
- Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	10
Enquêtes sur les anticipations à court terme	10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997	11
Production d'œufs, avril 1997	11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.